

La rénovation urbaine, un levier pour les transitions

Comment allier transition écologique et lutte contre les inégalités au bénéfice des habitants des quartiers en renouvellement urbain ? Pour Kim Chiusano, directrice adjointe à la direction de la stratégie et de l'accompagnement des acteurs à l'ANRU (Agence nationale de la rénovation urbaine), la rénovation urbaine est non seulement un outil, mais également une opportunité pour accompagner les transitions sociales et environnementales.

Penser les transitions, c'est appréhender des transformations profondes qui mènent à des changements structurels de modèles. Certaines de ces mutations sont subies quand d'autres relèvent de nos changements d'usages, d'aspirations collectives ; certaines sont à faciliter, d'autres à encourager. Il revient aux politiques publiques, parmi lesquelles la rénovation urbaine, de les accompagner et de les anticiper, car elles sont parfois violentes et contradictoires.

L'ANRU accompagne le renouvellement urbain des quartiers prioritaires aux dysfonctionnements urbains les plus importants. L'enjeu est d'améliorer la qualité de vie dans des secteurs souvent enclavés où l'habitat, les équipements comme les espaces publics sont dégradés. Dans ce contexte d'intervention physique sur la ville et notamment le logement, la rénovation urbaine est un moteur de la transition écologique. Au-delà de l'objectif d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, la transition écologique se traduit concrètement dans la réalité des projets : ainsi, deux tiers des requalifications de logements du NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain) atteindront le niveau BBC rénovation et les interventions sortiront de la précarité énergétique 80% (réhabilitations) à 100% (constructions neuves) des ménages concernés. L'aménagement des espaces publics est support à renaturation et gestion intégrée de l'eau dans des quartiers dont les formes urbaines offrent de vastes espaces ouverts qui invitent au retour de la nature et de la biodiversité. Mille équipements créés per-

mettent la conception bioclimatique, passive voire à énergie positive, le réemploi de la matière, l'utilisation de matériaux bas carbone et biosourcés¹...

Contribuer aux transitions des quartiers dans leur globalité

Les « transitions » sont souvent réduites à la transition écologique et énergétique, comme le développement durable est historiquement limité à son pilier « vert », au détriment des enjeux économiques et sociaux. Parce qu'il porte sur l'espace de vie, le renouvellement urbain est certes le support d'une fabrique et d'une gestion de la ville décarbonée et sobre, mais cela prend sens de manière particulière face à la précarité énergétique et la surexposition aux nuisances environnementales et au réchauffement, qui sont caractéristiques des habitants de ces quartiers bien plus qu'ailleurs². La transition écologique et l'adaptation au changement climatique ne pourront advenir que si elles sont justes et sociales.

L'ANRU intervient lorsqu'il y a des dysfonctionnements urbains avérés, mais d'abord parce que les quartiers visés concentrent les plus forts taux de pauvreté. Les mutations sociales, démographiques et économiques sont aussi à accompagner au titre de la rénovation urbaine, levier immédiat pour repenser les politiques éducatives, de santé, de développe- ●●●

••• ment local et d'emploi, de sécurité, d'alimentation, d'inclusion...

De Montpellier à Orly, la rénovation et la construction des écoles s'accompagnent d'actions de mixité scolaire, et les groupes scolaires sont conçus ouverts et multi-usages. Les équipements de santé donnent lieu à la mise en dynamique des professionnels du soin, et Lille ou Dunkerque expérimentent des « quartiers à santé positive » autour de la santé urbaine et environnementale. En matière d'emploi, se structurent des filières autour de l'économie circulaire, de la gestion des déchets, mais aussi du textile à Mulhouse ou du numérique à Besançon, au-delà des seuls équipements à vocation économique subventionnés. Ailleurs, l'approche égalitaire de l'urbanisme se déploie, avec la prise en compte du genre ou du vieillissement, ou pour une ville à hauteur d'enfant³.

Les initiatives habitantes s'inscrivent dans ces approches qui croisent fabrique de la ville et usages émergents. L'urbanisme transitoire donne lieu à des aventures de conception participative et collective du cadre de vie, tandis que les quelque 100 projets de mise en culture des friches, parkings ou toits (soutenus par l'ANRU avec le dispositif Quartiers Fertiles pour massifier l'agriculture urbaine) sont pensés à l'origine par les habitants qui en deviennent à la fois les exploitants et les bénéficiaires⁴.

Les quartiers prioritaires : des terrains d'expérimentation ?

La démarche Quartiers Résilients vise à prendre en compte de manière renforcée les vulnérabilités multiples qui caractérisent les quartiers et leurs habitants. Ces derniers ont plus fortement souffert de la crise sanitaire et les épisodes caniculaires sont plus durs que pour le reste des Français, car les effets de ces chocs sont révélateurs voire amplificateurs d'autres crises bien installées. La résilience invite à appréhender de manière articulée l'ensemble de ces fragilités qui s'alimentent les unes les autres.

Le plan Quartiers 2030 et les nouveaux contrats de ville auront un rôle décisif à jouer face au cloi-

sonnement qui existe encore trop fortement entre le renouvellement urbain et les autres piliers de la politique de la ville. Les mutations doivent être accompagnées de concert, dans des approches d'ensemble qui ne peuvent se satisfaire de nos silos organisationnels.

Les territoires doivent aussi disposer de moyens dédiés à l'expérimentation de nouvelles manières de concevoir et gérer la ville, mais aussi de nouveaux services de proximité, secteurs d'activité et usages. L'innovation n'est pas une fin en soi, c'est un levier qui force à une veille renforcée, à la détection de signaux faibles qui chuchotent les réalités de demain, tout en offrant la possibilité de tester de nouvelles réponses, quitte à échouer. Les acteurs de l'innovation et de l'ESS sont mobilisés pour accompagner cette dynamique qui doit émerger des territoires et des citoyens⁵. Il n'est pas question de faire des quartiers prioritaires des laboratoires, mais de s'interroger collectivement sur la manière de faire différemment et mieux dans un contexte de changements profonds. Notre responsabilité est immense pour réussir l'adaptation et l'anticipation des transitions au sein de nos territoires les plus pauvres. ●

Kim Chiusano

1. « Performance énergétique et environnementale » et « L'économie circulaire », *Carnets de l'innovation de l'ANRU*, 2020 et 2021.

2. La précarité énergétique concerne 37% des locataires du parc social (étude ONPE, 2019). Cette réalité est objective mais aussi perçue : 70% des habitants des QPV ont souffert des épisodes caniculaires dans leur logement (contre 56% pour la moyenne des Français), 52% d'entre eux souffrent du froid l'hiver chez eux (vs 35%). Les QPV souffrent également d'une surexposition aux nuisances environnementales : en Île-de-France, 22% de la population résidant en QPV est concernée par un point noir environnemental, contre 12% en dehors de ces quartiers (Institut Paris Région et ORS francilien, 2016).

3. Ressources ANRU liées à la cohésion sociale :

- Carnets de l'innovation « Santé et bien-être », « Développement économique », « Approche égalitaire de l'urbanisme », « Urbanisme transitoire », « Agriculture urbaine » (2020 et 2021) et Cahier pratique « École » (2019).

- Dossiers thématiques En Villes « Urbanisme transitoire et éphémère » (2023), « L'école dans la cour des grands » (2022).

- K. Chiusano, C. Lefebvre, A. Mariette et L. Pitti, « La rénovation urbaine au chevet des inégalités de santé ? Entretien croisé », *Métropolitiques*, mars 2023.

4. Cf. <https://www.anru.fr/developper-lagriculture-urbaine-dans-les-quartiers>.

5. À propos du réseau « ANRU+ les innovateurs » : <https://lesinnovateurs.anru.fr/>